

EVIDENCE

OTTAWA, Wednesday, May 4, 2022

The Subcommittee on Veterans Affairs met with videoconference this day at 12 p.m. [ET] to examine and report on issues relating to Veterans Affairs, including services and benefits provided, commemorative activities, and the continuing implementation of the Veterans Well-being Act.

Senator Pierre-Hugues Boisvenu (*Deputy Chair*) in the chair.

[*Translation*]

The Deputy Chair: Welcome to this meeting of the Subcommittee on Veterans Affairs of the Senate Standing Committee on National Security and Defence. I am Pierre-Hugues Boisvenu, a senator from Quebec, and deputy chair of the subcommittee. Unfortunately, our chair, Senator Richards, could not be with us today, so I am pleased and honoured to take his place.

With me today are the subcommittee members: Senator Anderson, Senator Deacon and Senator Yussuff.

Today we continue our study into issues relating to Veterans Affairs, including services and benefits provided, commemorative activities and the continuing implementation of the Veterans Well-being Act.

We welcome today the Honourable Lawrence MacAulay, Minister of Veterans Affairs, accompanied by Paul Ledwell, Deputy Minister, and Steven Harris, Assistant Deputy Minister, Service Delivery Branch, Veterans Affairs Canada.

I would like to acknowledge the presence of some very important people at the committee: our analyst, our clerk and the interpreters. Thank you for your work. I thank the witnesses for joining us by videoconference. I invite you to make your opening remarks, which will be followed by questions from the members of the subcommittee.

[*English*]

The Honourable Lawrence MacAulay, P.C., M.P., Minister of Veterans Affairs, Veterans Affairs Canada: Good morning, and thank you very much, Mr. Chair. Senators, I'm pleased to be here today. It's been a long time since I had the opportunity to speak to honourable senators, and I can tell you it's always an honour to visit the upper chamber, whether virtually or in person.

TÉMOIGNAGES

OTTAWA, le mercredi 4 mai 2022

Le Sous-comité des anciens combattants se réunit aujourd'hui, à 12 heures (HE), avec vidéoconférence, pour examiner, pour en faire rapport, les questions relatives aux anciens combattants, y compris les services et les prestations dispensés, les activités commémoratives et la poursuite de la mise en œuvre de la Loi sur le bien-être des vétérans.

Le sénateur Pierre-Hugues Boisvenu (*vice-président*) occupe le fauteuil.

[*Français*]

Le vice-président : Bienvenue à cette réunion du Sous-comité des anciens combattants du Comité sénatorial permanent de la sécurité nationale et de la défense. Je suis Pierre-Hugues Boisvenu, sénateur du Québec, vice-président du sous-comité. Malheureusement, notre président, le sénateur Richards, ne pouvait pas être parmi nous aujourd'hui, donc je le remplace avec plaisir et honneur.

Je suis accompagné aujourd'hui des membres du sous-comité : la sénatrice Anderson, la sénatrice Deacon et le sénateur Yussuff.

Nous poursuivons aujourd'hui notre étude sur les questions relatives aux anciens combattants, y compris les services et les prestations dispensés, les activités commémoratives et la mise en œuvre continue de la Loi sur le bien-être des vétérans.

Nous accueillons aujourd'hui l'honorable Lawrence MacAulay, ministre des Anciens Combattants, accompagné de Paul Ledwell, sous-ministre, et de Steven Harris, sous-ministre adjoint, Prestation des services, Anciens Combattants Canada.

Je tiens à souligner la présence de gens très importants au comité : notre analyste, notre greffière et les interprètes. Merci pour votre travail. Je remercie les témoins de se joindre à nous par vidéoconférence. Je vous invite à présenter vos remarques préliminaires, qui seront suivies d'une période de questions de la part des membres du sous-comité.

[*Traduction*]

L'honorable Lawrence MacAulay, c.p., député, ministre des Anciens Combattants, Anciens Combattants Canada : Bonjour, et je vous remercie beaucoup, monsieur le président. Sénatrices et sénateurs, je suis heureux d'être ici aujourd'hui. Je n'ai pas eu l'occasion de m'adresser aux honorables sénatrices et sénateurs depuis longtemps, et je peux vous dire que c'est toujours un honneur de visiter la Chambre haute, soit virtuellement, soit en personne.

I'd like to begin by acknowledging the tragic death last week of our four military officer cadets at the Royal Military College in Kingston. On behalf of the Government of Canada, I extend my heartfelt condolences to the family and friends of those four young adults and the entire RMC community. I also want to thank you for your invitation. I'm looking forward to updating you on what the government is doing to support Canada's veterans community.

I know that last week Dr. Heber was here to speak to you about the use of psychedelics for treating veterans, VAC's client population. As we continue to support our veterans with their rehabilitation and transition into post-service life, it's vital that we always keep looking at what new and emergent treatments are out there. We have some anecdotal evidence, but more research must be done. We have to make sure these treatments have been fully and properly studied and that the full extent of the risks associated with them is well understood by all parties.

I said it before, and I'll say it again: The Government of Canada is fully committed to the health and well-being of veterans and their families. Mr. Chair, we want anyone who comes to us for assistance to receive proper care and support, as quickly and as efficiently as possible. Some veterans are understandably frustrated with how long it takes to get a decision on a disability benefit application, but we're taking steps to change that. In fact, it's my number one priority.

Over the past several years, we have invested hundreds of millions of dollars, hired hundreds more staff, made improvements to the application process and simplified decision making for some medical conditions.

The department also created spike teams to deal with the high demand. These teams were formed from over 350 staff that were hired in 2020 to work on the most common applications. Combined with other improvements to the decision-making process, the department has reduced the backlog by more than 50% since we began our investments.

As of April 29, there were 10,937 applications that were over the service standard. That is down from a high of over 23,000. It is good progress, but we know there's more work to do to get that number down even further, and we are committed to doing that. That's why just last month we invested \$140 million to extend our staff work hours to reduce the backlog. We're going to keep investing in our employees so that we can keep getting decisions out to veterans as quickly as possible.

J'aimerais d'abord revenir sur le décès tragique survenu la semaine dernière, de nos quatre élèves-officiers du Collège militaire royal de Kingston. Au nom du gouvernement du Canada, j'offre mes plus sincères condoléances à la famille et aux amis de ces quatre jeunes adultes ainsi qu'à toute la communauté du CMR. Je tiens, en outre, à vous remercier de votre invitation. Je suis impatient de vous informer des mesures prises par le gouvernement en vue de soutenir la communauté des anciens combattants du Canada.

Je sais que la semaine dernière, la Dre Heber était présente pour vous parler de l'utilisation de psychédéliques dans le traitement des anciens combattants, la population cliente d'ACC. À mesure que nous continuons à aider nos anciens combattants à se réadapter et à faire la transition vers la vie après le service militaire, il est essentiel que nous continuions à examiner les traitements nouveaux et émergents qui existent. Nous avons quelques preuves empiriques, mais il faut pousser plus loin la recherche. Nous devons nous assurer que ces traitements ont été étudiés de manière complète et adéquate et que l'étendue des risques qui y sont associés est bien comprise par toutes les parties.

Je l'ai déjà dit et je le répète : le gouvernement du Canada est pleinement engagé envers la santé et le bien-être des anciens combattants et de leur famille. Monsieur le président, nous souhaitons que toute personne qui nous demande de l'aide reçoive les soins et le soutien appropriés, le plus rapidement et le plus efficacement possible. Certains anciens combattants sont — et c'est compréhensible — frustrés par le temps qu'il faut pour obtenir une décision concernant une demande de prestation d'invalidité, mais nous prenons des mesures pour changer cela. Il s'agit en fait de ma priorité numéro un.

Ces dernières années, nous avons investi des centaines de millions de dollars, embauché des centaines d'employés supplémentaires, apporté des améliorations au processus de demande et nous avons simplifié la prise de décisions pour certaines affections médicales.

Le ministère a également créé des équipes de pointe pour répondre à la forte demande. Ces équipes ont été formées à partir de plus de 350 employés qui ont été embauchés en 2020 pour travailler sur les demandes les plus fréquentes. En plus d'autres améliorations du processus décisionnel, le ministère a réduit l'arriéré de plus 50 % depuis le début de nos investissements,

En date du 29 avril, il y avait 10 937 demandes qui étaient au-delà de la norme de service. Ce chiffre est en baisse par rapport au record de plus de 23 000 demandes. Il s'agit d'un bon progrès, mais nous sommes conscients qu'il y a encore du travail à faire pour réduire encore plus ce nombre, et nous sommes résolus à le faire. C'est pourquoi, le mois dernier, nous avons investi 140 millions de dollars afin de prolonger les heures de travail de notre personnel dans le but de réduire l'arriéré. Nous

Over the last few years, the department has also increased the number of case managers in order to meet the increased needs of our veterans. As of last November, there were 476 case managers in the department. I personally committed to finding ways for Veterans Affairs Canada to hire more staff if needed.

Mr. Chair, let me turn to another issue that is vitally important to our government, that of veteran homelessness. Every veteran deserves a safe and affordable place to live. One homeless veteran is one too many. We are working closely with Infrastructure Canada and the Canada Mortgage and Housing Corporation on initiatives under the National Housing Strategy. Budget 2022 announced an additional \$62.2 million to launch a new veteran homelessness program in partnership with Veterans Affairs Canada and community organizations. This program will provide assistance and rent supplements to veterans experiencing homelessness to help them get back on their feet and will build on the \$45 million announced in Budget 2021. Our programs like the Veterans Emergency Fund and the Veteran and Family Well-Being Fund also provide key support to homeless and at-risk veterans.

Examples of what we're supporting through the Veteran and Family Well-Being Fund include a program in Ottawa to help tackle the issues of social isolation, anxiety and mental health challenges that homeless, shut-in and at-risk veterans face.

In Calgary, a project called the 908 ATCO Village in Calgary helps provide veterans with the support they need to live on their own in the village.

Finally, Mr. Chair, I would like to end with a few words about my recent trip to Europe. Commendation is and always will be a crucial aspect of the Veterans Affairs Canada mandate and my own responsibility as minister. All over the world, Canadians have served and sacrificed in pursuit of global peace and security. Many are laid to rest on or near the ground where they took their final breath. I was honoured over the past few weeks to pay my respects at the war cemeteries and monuments in France, Belgium and The Netherlands. From Vimy to Passchendaele to Holten, I was reminded of the enormous sacrifice Canadians have made in the service of peace around the world, and I was heartened to hear from many locals who still

continuerons d'investir dans nos employés pour que les décisions soient transmises aux anciens combattants le plus rapidement possible.

Au cours des dernières années, le ministère a aussi augmenté le nombre des gestionnaires de cas afin de répondre aux besoins accrus de nos anciens combattants. En novembre dernier, le ministère comptait 476 gestionnaires de cas. Je m'engage personnellement à trouver des moyens pour qu'Anciens Combattants Canada puisse embaucher plus d'employés si nécessaire.

Monsieur le président, permettez-moi d'aborder une autre question d'une importance vitale pour notre gouvernement, celle de l'itinérance des anciens combattants. Chaque ancien combattant mérite un endroit sûr et abordable où vivre. Un ancien combattant sans abri en est un de trop. Nous travaillons en étroite collaboration avec Infrastructure Canada et la Société canadienne d'hypothèques et de logement sur des initiatives dans le cadre de la Stratégie nationale sur le logement. Dans le budget de 2022, nous avons annoncé un montant supplémentaire de 62,2 millions de dollars pour le lancement d'un nouveau programme destiné aux anciens combattants sans abri, en partenariat avec Anciens Combattants Canada et des organismes communautaires. Ce programme fournira de l'aide et des suppléments au loyer aux anciens combattants sans abri pour les aider à se remettre sur pied et il sera fondé sur les 45 millions de dollars annoncés dans le budget de 2021. Nos programmes, comme le Fonds d'urgence pour les vétérans et le Fonds pour le bien-être des vétérans et de leur famille, offrent également un soutien essentiel aux anciens combattants sans abri et à ceux qui sont à risque.

Des exemples de ce que nous soutenons dans le cadre du Fonds pour le bien-être des vétérans et de leur famille comprennent un programme à Ottawa pour aider à lutter contre l'isolement social, l'anxiété et les problèmes de santé mentale auxquels sont confrontés les anciens combattants sans abri, isolés et à risque.

À Calgary, un projet du nom du 908 ATCO Village permet de fournir aux anciens combattants le soutien dont ils ont besoin pour vivre de manière autonome dans le village.

Enfin, monsieur le président, j'aimerais conclure avec quelques mots sur mon récent voyage en Europe. La mention élogieuse est et sera toujours un aspect crucial du mandat d'Anciens Combattants Canada ainsi que de ma propre responsabilité comme ministre. Partout dans le monde, des Canadiens ont servi le pays et ont fait des sacrifices en vue d'assurer la paix et la sécurité mondiales. Bon nombre d'entre eux reposent à l'endroit même où ils ont rendu leur dernier souffle ou à proximité. Durant les dernières semaines, j'ai eu l'honneur de me recueillir aux divers cimetières et monuments de guerre en France, en Belgique et aux Pays-Bas. De Vimy à Passchendaele en passant par Holten, il m'a été rappelé l'énorme

carry the memory of our veterans, and I can assure you that's so touching.

I also met my French counterpart and other French officials to discuss Canada's concerns with a proposed condominium development in the area of Juno Beach Centre. We agreed on the importance of Canada and France to honour the sacrifice of Canadian soldiers who fell at Juno Beach in 1944 as they fought to return freedom and democracy to Europe. We also resolved to work together to seek a favourable outcome to the dispute that could negatively impact the operations at Juno Beach Centre and to protect this historic site for France and Canada.

Lastly, as you may have heard, the Duke of Sussex announced at the closing ceremony for the Invictus Games that Vancouver and Whistler would host the 2025 games, which is a big deal for Canada. Like all Canadians, I look forward to watching our team compete on home soil in three years' time.

Mr. Chair, this sums up many of the latest developments of Veterans Affairs Canada, and I would be more than pleased to answer any of your questions.

[*Translation*]

The Deputy Chair: Thank you very much, minister.

I will invite my colleagues to ask questions. You have five minutes. We can probably have a second round of questions.

[*English*]

Senator Anderson: Thank you very much, minister. You had stated there were 476 case managers. Can you tell me what the case load is, and whether it varies from region to region? And in what areas would you have the highest case load?

Mr. MacAulay: I can assure you it varies from region to region, yes, but there's also no control over the applications that come into the department. The thing is, we have no control over what comes in. We just have to deal with every application that comes to the department and that is what we have to do, and that's what we have been doing.

Of course, you're concerned about the delay and the backlog, and rightfully so. As you know, it was at 23,000 and now it's around 11,000. That's okay, but it's not good enough. We're working to make sure that we lower that figure even more, and with a lot of changes, such as digitizing the files and doing all

sacrifice consenti par les Canadiens au service de la paix dans le monde entier. J'ai été réconforté par le témoignage de nombreux habitants de la région qui se souviennent de nos anciens combattants, et je peux vous assurer que c'est très touchant.

J'ai par ailleurs rencontré mon homologue français et d'autres fonctionnaires français pour discuter des préoccupations du Canada concernant le projet de construction de condominiums dans le secteur du Centre Juno Beach. Nous nous sommes mis d'accord sur l'importance pour le Canada et la France d'honorer le sacrifice des soldats canadiens morts à Juno Beach en 1944 alors qu'ils se battaient pour rétablir la liberté et la démocratie en Europe. Nous avons également convenu de travailler ensemble pour trouver une solution favorable au différend qui pourrait avoir une incidence négative sur les activités du Centre Juno Beach et pour protéger ce site historique aux yeux de la France et du Canada.

En dernier lieu, comme vous l'avez peut-être entendu dire, le duc de Sussex a annoncé, lors de la cérémonie de clôture des Jeux Invictus, que Vancouver et Whistler accueilleraient les jeux de 2025, ce qui représente un grand événement pour le Canada. Comme tous les Canadiens, j'ai bien hâte de voir notre équipe compétitionner à domicile dans trois ans.

Monsieur le président, voilà ce qui résume bon nombre des plus récents travaux d'Anciens Combattants Canada, et je me ferai un plaisir de répondre à vos questions.

[*Français*]

Le vice-président : Merci beaucoup, monsieur le ministre.

Je vais inviter mes collègues à poser des questions. Vous avez cinq minutes. Nous pourrions probablement avoir une deuxième ronde de questions.

[*Traduction*]

La sénatrice Anderson : Je vous remercie beaucoup, monsieur le ministre. Vous avez déclaré qu'il y avait 476 gestionnaires de cas. Pouvez-vous me dire en quoi consiste la charge de travail, et si elle varie d'une région à l'autre? Et dans quelles régions la charge de travail serait-elle la plus importante?

M. MacAulay : Je peux vous assurer que cela varie d'une région à l'autre, oui, mais nous n'avons pas non plus de contrôle sur les demandes qui affluent au ministère. Le fait est que nous n'avons aucun contrôle sur les demandes qui arrivent. Nous devons simplement traiter toutes les demandes qui arrivent au ministère : c'est ce que nous devons faire, et c'est ce que nous avons fait.

Bien entendu, vous êtes préoccupés par le délai et l'arriéré, et avec raison. Comme vous le savez, le nombre de demandes était de 23 000 et il est maintenant d'environ 11 000. C'est bien, mais ce n'est pas suffisant. Nous nous efforçons de faire baisser ce nombre encore plus, et grâce à de nombreux changements,

these things that Veterans Affairs Canada offered itself, it has helped the situation. I think that answers your question.

Senator Anderson: Do you know how many cases there are per case manager? The reason I'm asking is I know that the case loads for case managers have a direct impact on the ability of service they're able to provide and how effective they are in providing that service. Would you have any numbers for the caseloads?

Mr. MacAulay: My department would have those numbers, and I would be more than pleased to have them answer that question. As I said, we have a lot more case managers and we have a lot more applications too. But I would turn it over to my deputy to give you that exact departmental information. He would have something in that area.

Senator Anderson: Thank you.

Paul Ledwell, Deputy Minister, Veterans Affairs Canada: Thank you, minister, and thank you, senator, for the question.

Presently, there are approximately 15,000 veterans receiving case management services through Veterans Affairs Canada. I think it's important to underline that no veteran who comes forward who needs case management has to wait for that service. That's provided to them automatically as they come forward and identified with the need for that support.

Across the country, our case managers are on average supporting about 31 veterans, which is higher than our target. We have a target of 25 veterans per case manager, but we've provided additional support to our case managers. We've really taken away the administrative burden from our case managers, so they can provide more direct, regular and upfront service to our veterans.

We have also provided additional supports to the case managers so that they have some professional support to draw on to provide support to the veterans. So we're really trying to drive to more regular and reasonable levels of cases of veterans who are receiving support through case managers.

There is variability across the country. Part of that is based on the demand that exists within a particular region, and part of that is based on our ability to maintain the level of case managers that we need in those regions. In some regions, it's quite frankly more challenging given labour markets, but it's something we really try to regularize right across the country to ensure that the support is there for the veteran who is in need of case

comme la numérisation des dossiers et toutes ces choses qu'Anciens Combattants Canada s'est offert, la situation s'est améliorée. Je crois que cela répond à votre question.

La sénatrice Anderson : Connaissez-vous le nombre de cas par gestionnaire de cas? Je pose la question, car je sais que la charge de travail des gestionnaires de cas a une incidence directe sur la capacité des services qu'ils sont en mesure de fournir et sur leur efficacité à fournir ce service. Auriez-vous des chiffres concernant la charge de travail?

M. MacAulay : Mon ministère aurait ces chiffres, et je serais plus qu'heureux de demander aux fonctionnaires de répondre à cette question. Comme je l'ai dit, nous avons beaucoup plus de gestionnaires de cas et nous avons aussi beaucoup plus de demandes. Mais je demanderais à mon sous-ministre de vous fournir ces renseignements ministériels exacts. Il doit avoir quelque chose à ce sujet.

La sénatrice Anderson : Merci.

Paul Ledwell, sous-ministre, Anciens Combattants Canada : Je vous remercie, monsieur le ministre, et merci, madame la sénatrice, de la question.

Présentement, il y a environ 15 000 anciens combattants qui bénéficient de services de gestion de cas offerts par Anciens Combattants Canada. Je crois qu'il est important de mentionner qu'aucun ancien combattant qui se présente et qui a besoin d'une gestion de cas n'a à attendre ce service. Ce service lui est fourni automatiquement dès qu'il se présente et qu'il est reconnu comme ayant besoin de ce soutien.

Dans tout le pays, nos gestionnaires de cas soutiennent en moyenne 31 anciens combattants, ce qui dépasse notre objectif. Nous avons un objectif de 25 anciens combattants par gestionnaire de cas, mais nous avons offert un soutien supplémentaire à nos gestionnaires de cas. Nous avons vraiment réduit le fardeau administratif de nos gestionnaires de cas, afin qu'ils puissent offrir un service plus direct, régulier et immédiat à nos anciens combattants.

Nous avons en outre fourni un soutien supplémentaire aux gestionnaires de cas afin qu'ils puissent compter sur un soutien professionnel pour aider les anciens combattants. Nous essayons donc d'atteindre des niveaux de cas plus réguliers et plus raisonnables d'anciens combattants qui reçoivent un soutien de la part de gestionnaires de cas.

La situation varie dans tout le pays. Cela dépend en partie de la demande qui existe dans une région donnée, et en partie de notre capacité de maintenir le niveau de gestionnaires de cas dont nous avons besoin dans ces régions. Dans certaines régions, il est franchement plus difficile de le faire en raison des marchés du travail, mais nous tentons vraiment de régulariser la situation dans tout le pays afin de nous assurer que le soutien est là pour

management, and to ensure that our case managers are able to provide that support reasonably.

Mr. MacAulay: It's also important to indicate that I think we have hired about 400 case managers since we formed government. They are such a vital part. Your question is certainly important. Case managers are a massive help to people when they apply for benefits, so thank you very much.

Senator Anderson: Thank you.

Senator M. Deacon: Thank you for being here today. I was very excited by the Invictus Games announcement. Peter Lawless was part of that bid, and it's so exciting now to bring the games to Western Canada after Toronto a few years ago, so I'm super excited. I welcome my colleagues to try to experience those games. It's amazing.

I have two questions, if I could. The first concerns some feedback you gave to something a little while ago, and it concerns extremism and White supremacy in our Canadian Armed Forces and subsequently in our veterans community.

Your government recently released a report saying not enough was being done to root out these actors in our armed forces. I have no doubt the vast majority of veterans despise such views, which I think is all the more reason why it's important to address this if it is an issue, and it seems to be.

Is your department aware of any post-service extremist activity in our veterans community? If so, what steps are being done to make sure that such ideology and the groups that tout it do not become, perhaps, even an attractive option for our vets?

Mr. MacAulay: It's certainly totally unacceptable. I'll let the deputy answer that. We've made a major investment in these areas, and need to make sure that these are not tolerated at all. I would fully expect they're not. I know they're not tolerated in the department, and I'm sure the deputy would like to expand on that, but certainly none of this is tolerated at all.

Mr. Ledwell: No, and I think the same level of attention given throughout Canadian society and across government is given throughout our department as well, senator.

l'ancien combattant qui a besoin d'une gestion de cas, et pour nous assurer que nos gestionnaires de cas sont en mesure de fournir ce soutien de manière raisonnable.

M. MacAulay : Il est également important de préciser que, si je ne me trompe pas, nous avons embauché environ 400 gestionnaires de cas depuis que nous avons formé le gouvernement. Ils constituent un élément essentiel. Votre question est certainement importante. Les gestionnaires de cas aident énormément les gens lorsqu'ils demandent des prestations, alors merci beaucoup.

La sénatrice Anderson : Je vous remercie.

La sénatrice M. Deacon : Je vous remercie d'être présent aujourd'hui. J'ai été très emballée par l'annonce des Jeux Invictus. Peter Lawless a fait partie de cette candidature, et il est vraiment excitant à présent de tenir les jeux dans l'Ouest canadien après ceux de Toronto il y a quelques années, alors je suis très enthousiaste. Je conseille à mes collègues de faire l'expérience de ces jeux. Les jeux sont extraordinaires.

J'ai deux questions, si vous me le permettez. La première question concerne les commentaires que vous avez formulés il y a quelque temps sur quelque chose, et elle porte sur les extrémistes et les suprémacistes blancs dans nos forces armées canadiennes et, par la suite, dans notre communauté d'anciens combattants.

Votre gouvernement a récemment publié un rapport affirmant que les efforts déployés pour chasser ces acteurs de nos forces armées étaient insuffisants. Je ne doute pas que la grande majorité des anciens combattants méprisent de tels points de vue, et selon moi, cela constitue une raison de plus pour laquelle il est important de s'attaquer à ce problème s'il existe, ce qui semble être le cas.

Votre ministère est-il au courant de toute activité extrémiste après le service militaire dans notre communauté d'anciens combattants? Si oui, quelles mesures sont prises pour veiller à ce qu'une telle idéologie et que les groupes qui la prônent ne deviennent pas, peut-être, une option attrayante pour nos anciens combattants?

M. MacAulay : C'est bien sûr tout à fait inacceptable. Je laisse le sous-ministre répondre à cette question. Nous avons fait un investissement majeur dans ces aspects, et nous devons nous assurer que ces actes ne sont absolument pas tolérés. Je m'attends à ce qu'ils ne le soient pas. Je sais qu'ils ne sont pas tolérés au ministère, et je suis sûr que le sous-ministre pourra vous en dire plus, mais assurément, rien de cela n'est toléré.

M. Ledwell : Non, et je suis certain que le même niveau d'attention accordé à cette question dans la société canadienne et dans l'ensemble du gouvernement y est également accordé au sein de notre ministère, madame la sénatrice.

What is also important in this regard is there are a number of recognized and organized veterans' groups who themselves don't hold to those views and through a period of peer relationships certainly discourage those views from taking hold within the veteran community. That is very compelling, and very strong, of course. We certainly monitor the situation and ensure that the groups that may be arising are not given any credibility whatsoever from the perspective of Veterans Affairs Canada.

Mr. MacAulay: The peer-to-peer support is so important, because you're dealing with people who have knowledge of the situation and that helps an individual who is having difficulty, so we put a lot of emphasis on that area, and we'll continue to do so. It's very important and a good question.

Senator M. Deacon: Now, with that support and with transitions back home and our veterans returning to Canada, I do have another question.

Last Friday, I had the opportunity to meet with the Canadian Armed Forces Ombudsman, and we talked about a lot of different things, but one of the things that he did talk about that made me a little bit more curious was a program started in 2018, called Seamless Canada. It was launched to improve, of course, the services of our CAF members and their families when they move to a different province or territory.

Does Veterans Affairs Canada have any direct or indirect role with this program? And what, if any, assistance exists for veterans' families who have lived a life of postings and are now trying to settle into life in one place?

Mr. MacAulay: Yes, of course. We have the caregiver program, announced a few years ago, that is so vitally important. I think that puts over \$12,000, tax-free, into people who are caring for veterans when they come home. It is so vitally important when a veteran returns home to have a loved one there to be able to take care and provide assistance. That's one of the programs that I think has been very much appreciated. It has indicated to us, anyhow, that it's very helpful to veterans that come in, because it's so difficult. We have transition officers on the Canadian Armed Forces bases too.

What we're trying to do and what I try to make sure of any time I visit a base is to make sure is that when you enlist in the Canadian Armed Forces, there is a day that you're going to leave the Canadian Armed Forces and to be prepared for that.

Now, we have a number of programs in place, I won't go through them all. You know what a lot of them are. But we have transition officers on the Canadian Armed Forces bases trying to make sure that the military men and women are aware of these

Il est aussi important de mentionner à cet égard qu'il existe un certain nombre de groupes d'anciens combattants reconnus et organisés qui ne partagent pas ces opinions et qui, par leurs relations avec leurs pairs, découragent certainement l'adoption de ces opinions au sein de la communauté des anciens combattants. Ce sentiment est très convaincant, et très fort, bien entendu. Nous surveillons de près la situation pour nous assurer que les groupes émergents ne jouissent d'aucune crédibilité du point de vue d'Anciens Combattants Canada.

M. MacAulay : Le soutien entre pairs est très important, puisqu'il s'agit de personnes qui ont une connaissance de la situation, et cela aide une personne en difficulté alors nous mettons beaucoup l'accent sur cet aspect et continuerons de le faire. C'est très important et il s'agit d'une bonne question.

La sénatrice M. Deacon : Maintenant, en ce qui concerne cet appui et la transition qui se fait au retour à la maison, et le retour au Canada de nos anciens combattants, j'ai une autre question.

Vendredi dernier, j'ai eu l'occasion de rencontrer l'ombudsman des Forces armées canadiennes, et nous avons parlé de beaucoup de choses différentes, mais une des choses qu'il a abordées qui a piqué mon intérêt était un programme mis en place en 2018 : l'initiative Canada Sans Faille. Bien entendu, elle a été mise en place pour améliorer les services destinés aux membres de nos forces armées et à leur famille lorsqu'ils déménagent dans une autre province ou un autre territoire.

Est-ce que Anciens Combattants Canada joue un rôle direct ou indirect dans le cadre de ce programme? Et quelle forme d'aide, s'il y en a une, est apportée aux familles d'anciens combattants, dont la vie a été dictée par les affectations militaires, qui tentent maintenant de faire leur vie à un endroit?

M. MacAulay : Oui, bien entendu, nous avons le programme d'aides familiaux, qui a été annoncé il y a quelques années : il s'agit d'un programme de la plus haute importance. Je pense que ce programme offre plus de 12 000 \$ libres d'impôts aux personnes qui prennent soin d'anciens combattants lorsqu'ils reviennent à la maison. Il est si important qu'un être cher soit en mesure de prendre soin d'un ancien combattant qui retourne chez lui et de l'aider. Il s'agit d'un des programmes qui, selon moi, ont été très appréciés. Du moins, nous avons pu en déduire qu'il est très utile aux anciens combattants qui arrivent, parce que c'est une tâche très difficile. Des officiers de transition sont aussi sur les bases des Forces armées canadiennes.

Ce que nous essayons de faire est de nous assurer que lorsque vous vous enrôlez dans les Forces armées canadiennes, le jour où vous allez les quitter, vous y serez préparé. Chaque fois que je visite une base, je tente de m'en assurer.

Ensuite, nous avons mis en place un certain nombre de programmes, et je ne vais pas tous les énumérer. Vous en connaissez un grand nombre. Mais des officiers de transition sur les bases des Forces armées canadiennes tentent de s'assurer que

programs, like the education program and so many other programs that are available.

There are so many people who leave the Canadian Armed Forces, as you understand fully. They have a doctor and everything is provided for them, and then one day they leave. We're trying to make sure they're more prepared for that. The doctor situation is still a big issue, but we want to make sure they're aware of what Veterans Affairs Canada offers.

Quite simply, society needs these people. There are people who are not well who leave the Canadian Armed Forces, but there are a lot of people who are well who leave the Canadian Armed Forces. They are vitally needed in our businesses. As you're aware, every business in the country is short of people. That's why I do my best — and the department works hard on the bases — to ensure that members of the Canadian Armed Forces are fully aware of the programs that are there and to make the transition easier. We had job fairs before the pandemic hit and then we had them virtually. I've toured a number of them. They are so important.

Senator Anderson: Thank you.

Senator Yussuff: Thank you, minister and deputies, for being here today.

I'll begin my question around your recent trip to France and the dispute that's happening at the Juno Beach Centre. This is an ongoing dispute. Clearly, this had coverage in the media, meeting with folks at the centre. You promised to take this up with your counterpart in France.

You just spoke about it, but could you elaborate a bit more in terms of how soon we might see a resolution to this issue of the Juno Beach Centre? We recognize the important role it plays in reminding our friends in France about the importance of Canadians who contributed to their security, but equally for Canadians who are going there to visit loved ones, to ensure that the centre is not going to be threatened in any way. Minister, do we know what time frame we're working towards to find a resolution to this?

Mr. MacAulay: Senator, it is good to see you. We've wrangled in a previous life.

Your question is so important. When we arrived at Juno Beach, it was obvious to see. I had called my counterpart in Paris a few weeks before I went to Juno Beach and made her aware of the situation. When we arrived at Juno Beach, you could see what the development would do. It's a complicated situation, of

les hommes et les femmes sur les bases connaissent ces programmes, comme le programme d'études, et de nombreux autres qui sont accessibles.

Comme vous le savez très bien, beaucoup de personnes quittent les Forces armées canadiennes. Elles ont accès à un médecin, tout leur est fourni; puis, un jour, elles partent. Nous tentons de nous assurer qu'elles sont mieux préparées à cette situation. La question du médecin est encore un gros problème, mais nous voulons nous assurer qu'elles sachent ce qu'offre Anciens Combattants Canada.

Dit simplement : la société a besoin de ces personnes. Il arrive que des personnes malades quittent les Forces armées canadiennes, mais bon nombre de personnes en santé le font aussi. Nos entreprises ont grandement besoin d'eux. Comme vous le savez, il y a une pénurie d'employés dans toutes les entreprises à l'échelle du pays. C'est pourquoi je fais de mon mieux — et le ministère travaille d'arrache-pied sur les bases — pour veiller à ce que les membres des Forces armées canadiennes soient bien au fait de tous les programmes qui s'offrent à eux, et pour faciliter la transition. Avant la pandémie, nous avions des foires de l'emploi, puis nous les avons tenues virtuellement. J'ai assisté à un certain nombre d'entre elles. Elles sont absolument essentielles.

La sénatrice Anderson : Merci.

Le sénateur Yussuff : Merci, monsieur le ministre, d'être présent aujourd'hui, et merci aussi aux sous-ministres.

Je vais commencer en vous posant une question concernant votre récent voyage en France, et le différend en cours concernant le Centre Juno Beach. Ce différend est toujours en cours. Il est évident que la situation a été couverte par les médias, et que des réunions se sont tenues avec le personnel du centre. Vous avez promis d'en discuter avec votre homologue en France.

Vous venez d'en parler, mais pouvez-vous apporter un peu plus de précisions quant au moment où ce problème entourant le Centre Juno Beach pourrait être réglé? Nous reconnaissons le rôle important qu'il joue au moment de rappeler à nos amis en France l'importance de la contribution canadienne à leur sécurité, mais également pour les Canadiens qui vont là-bas visiter des êtres chers. C'est pourquoi il faut nous assurer que le centre ne sera pas menacé d'une quelconque façon. Monsieur le ministre, savons-nous quand il sera possible de régler l'affaire?

M. MacAulay : Monsieur le sénateur, je suis heureux de vous voir. Nous nous sommes affrontés dans une vie antérieure.

Votre question est très importante. Lorsque nous sommes arrivés à Juno Beach, c'était évident. J'avais téléphoné à mon homologue à Paris quelques semaines avant d'arriver à Juno Beach, et l'avais informée de la situation. Lorsque nous sommes arrivés à Juno Beach, nous pouvions voir ce que la construction

course, because it's on French land, with French businesses and French government.

When we arrived there, all the media — I guess we informed them we were coming; national, regional and local media — were there and there was a lot of activity on TV. I do think that helped, because when governments see this difficulty, they understand. I think it highlighted the issue, if you understand what I mean.

A couple of days later, I met with my counterpart in Paris. I have to say that she was fully aware of the situation. We had a meeting that was not going to be very long and it turned out to be over an hour. She indicated to me that she would be contacting the regional district representatives and the people involved to start to put in place a process for all of them to sit down — the condominium people, Juno Beach and the town.

We're very hopeful that can be resolved. The issue wasn't highlighted at first. I'm only speculating, but I would expect that the condominium developer would be keen to see a resolution to this too. It's a difficult situation. It's right along the side of Juno Beach, and there's only one highway down to Juno Beach.

It was amazing when we had a meeting there. Juno Beach was full of young French Canadians. It was truly impressive to see, senator.

As you know, I've been around Veterans Affairs Canada in my previous life, and I know that the Europeans have such respect for what Canadians did to restore peace and democracy. It's obvious that Juno Beach has been well used.

From the meeting with my counterpart, I understand there's a process in place concerning Juno Beach, but it's not our business to be involved in that. I think it will be left to them to come up with a resolution.

This became a pretty hot issue when we got there. I'm very pleased, because everybody involved in Veterans Affairs Canada is fully aware of what Juno Beach means. All levels of government in France, right to the top, are concerned about this. Again, I can't say for sure because it's under French law, but it looks like the process has been highlighted. I'm sure Canadian veterans right across this country would be pleased about that. I know that you and the members of this committee are fully aware of the value of this, understand the costs of war and can see what the centre provides for young people.

allait faire. La situation est compliquée, bien entendu, parce que le centre se trouve sur des terres françaises, et est entouré d'entreprises françaises en plus de relever du gouvernement français.

Lorsque nous sommes arrivés là-bas, tous les médias — je présume qu'on les a avertis que nous allions être là; les médias nationaux, régionaux et locaux — étaient là, et il y avait beaucoup d'activité à la télévision. Je pense que cela a aidé parce que lorsque les gouvernements voient ce problème, ils comprennent. Je crois que cela a mis le problème en lumière, si vous comprenez ce que je veux dire.

Quelques jours plus tard, j'ai rencontré mon homologue à Paris. Je dois dire qu'elle était parfaitement au courant de la situation. Nous avons tenu une réunion qui ne devait pas être très longue, et elle a finalement duré plus d'une heure. Elle m'a mentionné qu'elle communiquerait avec les représentants régionaux du district et avec les personnes touchées afin d'entamer un processus pour qu'ils puissent tous se rencontrer — les personnes responsables des condominiums, les gens de Juno Beach et la collectivité.

Nous pensons vraiment pouvoir régler la situation. La question n'a pas été soulevée au départ. Je ne fais que présumer des choses, mais je m'attendrais à ce que le promoteur des condominiums souhaite résoudre ce problème aussi. C'est une situation difficile. Le projet immobilier est juste à côté de Juno Beach, et il n'y a qu'une seule route pour se rendre à Juno Beach.

C'était génial lorsque nous avons tenu une réunion là-bas. Juno Beach était rempli de jeunes Canadiens français. C'était vraiment incroyable à voir, monsieur le sénateur.

Comme vous le savez, j'ai œuvré auprès d'Anciens Combattants Canada dans ma vie antérieure, et je sais que les Européens ont énormément de respect pour ce que les Canadiens ont fait pour rétablir la paix et la démocratie. Il est évident que Juno Beach a été utilisé à bon escient.

À la lumière de la réunion avec mon homologue, je comprends qu'il y a un processus en place concernant Juno Beach, mais il ne nous concerne pas. Je pense que ce sera à eux de trouver une solution.

On peut dire que ce problème est devenu assez chaud quand nous sommes arrivés là-bas. Je suis très heureux, parce que tout le monde travaillant au sein d'Anciens Combattants Canada comprend pleinement la signification de Juno Beach. Tous les niveaux du gouvernement français, jusqu'au plus important, sont préoccupés par ce sujet. Encore une fois, je ne peux en être certain parce que cela relève de la loi française, mais il semble que le processus a été mis en lumière. Je suis sûr que les anciens combattants canadiens à l'échelle de notre pays en seraient heureux. Je sais que les membres du comité et vous comprenez

It's somewhat difficult to understand, but when you see the setup and the entrance to Juno Beach, it's obvious that if you have buses and a lot of traffic, it could be a dangerous situation. It could mean that not many people will go to Juno Beach. I would say all of that helped the situation and that we hit it at the right time. Thank you, senator.

[Translation]

The Deputy Chair: Thank you, minister. For the second round of questions, I invite the minister to give shorter answers so that senators can ask more questions.

I have two questions for you. You spoke briefly about the issue of homelessness, veterans who are homeless. According to our data, it is estimated that 3,000 veterans are homeless in Canada, which is huge. In last year's budget, the government promised \$45 million over two years. Now it is \$62 million. Over what period of time will this \$62 million be invested? In addition, a recent answer on the Senate Order Paper suggested that Infrastructure Canada and your department are still working on the design of the program to help veterans. It is not known how many veterans will be affected by the money you have announced. When will this program be operational, and how many veterans will be affected by this program?

[English]

Mr. MacAulay: Thank you very much, senator. It's an excellent question. As you noted, you understand that the issue of homelessness among veterans is complex. We think we have a number, but there are veterans who don't wish to talk to Veterans Affairs Canada and there are people who don't want to be involved in any part of this whatsoever. We're doing the best we can to ensure we identify the veterans.

We have other programs, but there is a fund in place, two budgets of just over \$100 million, which will help to put a program in place. We can also access Minister Hussen's housing budget. We need to get the programs in place and ensure we have veterans who want these homes.

pleinement l'importance de la situation, que vous comprenez le prix de la guerre, et que vous pouvez voir ce que le centre offre à la jeune population.

C'est quelque peu difficile à comprendre, mais lorsque vous voyez à quoi ressemblent Juno Beach et son entrée, il est évident que si vous avez des autobus et beaucoup de circulation, la situation pourrait devenir dangereuse. Cela pourrait vouloir dire que très peu de personnes se rendront à Juno Beach. Je dirais que tout cela a aidé la situation, et que nous l'avons abordée au bon moment. Merci, monsieur le sénateur.

[Français]

Le vice-président : Merci, monsieur le ministre. Pour la deuxième ronde de questions, j'invite le ministre à donner des réponses plus courtes, pour que les sénateurs et sénatrices puissent poser plus de questions.

J'ai deux questions pour vous. Vous avez parlé brièvement du dossier des itinérants, d'anciens combattants qui sont dans l'itinérance. Selon nos données, on estime que 3 000 anciens combattants sont des sans-abri au Canada, ce qui est énorme. Dans le budget de l'an dernier, on parlait d'une promesse gouvernementale de 45 millions de dollars sur deux ans. Maintenant, on nous parle de 62 millions de dollars. Sur quel espace de temps ces 62 millions de dollars seront-ils investis? De plus, une réponse qui a été donnée récemment et qui a été inscrite au Feuilleton du Sénat laissait entendre qu'Infrastructure Canada et votre ministère travaillent encore à la conception du programme visant à venir en aide aux anciens combattants. On ignore combien d'anciens combattants seront touchés par les sommes que vous avez annoncées. Quand ce programme sera-t-il opérationnel, et combien d'anciens combattants seront-ils touchés par ce programme?

[Traduction]

M. MacAulay : Merci beaucoup, monsieur le sénateur, il s'agit d'une excellente question. Comme vous l'avez fait remarquer, vous comprenez que la question concernant les anciens combattants en situation d'itinérance est complexe. Nous pensons avoir un chiffre, mais il arrive que des anciens combattants ne souhaitent pas communiquer avec Anciens Combattants Canada, et il y a des personnes qui ne veulent tout simplement pas participer au programme d'une quelconque façon. Nous faisons de notre mieux pour nous assurer de cerner les anciens combattants.

Nous offrons aussi d'autres programmes, mais des fonds ont été mis en place, deux budgets s'élevant juste au-dessus de 100 millions de dollars, qui nous aideront à mettre un programme en place. Nous pouvons aussi accéder au budget du ministre Hussen destiné au logement. Nous devons mettre le programme en place

We also have the rent subsidy, which veterans seem to want more. I don't want to go on too long, but I want to tell you that the rent subsidy seems to be more of a desire for veterans.

[Translation]

The Deputy Chair: Minister, I remind you again of my directive, which was to try to give shorter answers; otherwise we will not have time to be more specific. My question in relation to the veterans was simple. When will the program you're talking about be operational, and how many veterans will be affected by it?

[English]

Mr. MacAulay: What we hope is every veteran would be affected in the program. It will be available for every veteran who needs a home. What we want to do is make sure that every veteran — one veteran without a home is unacceptable. That's what this government feels and that's what we are going to deal with. We have this program and, as I said, we have a number of other programs — the rent subsidy program, the housing program plus the emergency program — that all would be put together. It's important to know that too.

[Translation]

The Deputy Chair: Minister, I repeat my question: When will the program be offered to veterans? I understand that this program is going to be geared towards a certain number of people, but the veterans, who know that you are here today, are asking the following question: When will the program be available to them?

[English]

Mr. MacAulay: Senator, I can't give you an exact date, but I can tell you it's an initiative of the government. We have indicated that quite clearly. But if you have a veteran who is in dire straits, make sure that you are fully aware of the emergency program. Contact the department. We're there to help in any emergency program.

We have a lot of programs in place and we want to make sure that you know and everybody else knows that if it is a dire situation, we are there to deal with it. The housing situation — we put a program in place in order to provide homes for veterans. That's what we're going to do. But it is not that there wasn't anything available before this happened. There are

et nous assurer d'avoir accès à des anciens combattants qui veulent avoir ces maisons.

Nous avons aussi la subvention pour le loyer, qui semble davantage plaire aux anciens combattants. Je ne veux pas m'attarder, mais j'aimerais vous dire que la subvention pour le loyer semble davantage attirer les anciens combattants.

[Français]

Le vice-président : Monsieur le ministre, je vous rappelle encore ma directive, qui était d'essayer de donner des réponses plus courtes; sinon nous n'aurons pas le temps de préciser davantage. Ma question par rapport aux anciens combattants était simple. Le programme dont vous parlez, quand sera-t-il opérationnel, et combien d'anciens combattants seront-ils touchés par ce programme?

[Traduction]

M. MacAulay : Ce que nous espérons, c'est que le programme concernera tous les anciens combattants. Il sera accessible à tous les vétérans ayant besoin d'un domicile. Nous voulons nous assurer que tous les anciens combattants — un ancien combattant sans domicile est inacceptable. C'est ce que pense notre gouvernement, et c'est ce que nous allons aborder. Nous avons ce programme et, comme je l'ai dit, nous en avons d'autres — le programme de subvention pour le loyer, le programme de logement, en plus du programme d'urgence — ils seraient tous jumelés ensemble. Il est important de savoir cela aussi.

[Français]

Le vice-président : Monsieur le ministre, je vous répète ma question : quand le programme sera-t-il offert aux vétérans? Je comprends que ce programme va s'adresser à un certain nombre de personnes, mais les vétérans, qui savent que vous êtes ici aujourd'hui, se posent la question suivante : quand le programme sera-t-il disponible pour eux?

[Traduction]

M. MacAulay : Monsieur le sénateur, je ne suis pas en mesure de vous donner une date précise, mais je peux vous dire qu'il s'agit d'une initiative du gouvernement. Nous l'avons mentionné assez clairement. Mais si vous connaissez un ancien combattant qui est dans une situation désespérée, assurez-vous de connaître l'intégralité du programme d'urgence. Communiquez avec le ministère. Nous sommes là pour vous aider dans le cadre de tout programme d'urgence.

Nous avons mis de nombreux programmes en place, et nous voulons nous assurer que tous les gens et vous savez que, s'il s'agit d'une situation désespérée, nous sommes là pour la régler. La situation entourant les logements — nous avons mis un programme en place afin de fournir les domiciles aux anciens combattants. C'est ce que nous allons faire. Mais il ne faut pas

programs in place, and people will contact you, senators, to find out, and all you have to do is contact Veterans Affairs Canada and they have this very valuable emergency program.

[*Translation*]

The Deputy Chair: Thank you, minister. I remind you that there are 3,000 veterans who are homeless and who need help.

[*English*]

Senator Anderson: My question is around the backlog that remains, the 10,937 veterans. Do you have a timeline when the backlog will be addressed? In the interim, while they are waiting for the financial or medical support, are there any supports or services or reassurances to these veterans while they are awaiting the process?

Mr. MacAulay: Thank you very much. Yes, we just announced \$140 million for a mental health program that's in place. If you apply for that as a veteran, funds are available immediately to make sure that is dealt with.

As far as the backlog is concerned, I gave you the figures on that, and I don't want to talk too long. The fact is the backlog was at 23,000. It is about 11,000 now. We're working to make sure we continue to reduce it, but it is awfully important that senators and people in places everywhere are fully aware that there are other programs within the Department of Veterans Affairs Canada to deal with emergencies. Yes, we are putting the housing program in place — but no, the disability is what you're on. I'm sorry. Yes, we are going to continue to work and make sure. That's why we hired the 400 case workers and to make sure that we have the people in place to deal with this.

You can't immediately eliminate the backlog by any means, but what you do is to make sure you have the staff in place, make the changes within the department that it is handled efficiently, which we are doing and will continue to do. Also, as you know, we are hiring more people to make sure that we deal with the backlog.

I can't give you a date as to when things will happen because, number one, we have no control over what comes in the door of Veterans Affairs Canada. Sometimes it is a little reduction. Sometimes it is a big increase in applications. We are working very hard and have made progress but we need to make more.

penser que rien n'était accessible avant. Des programmes existent, et des personnes communiqueront avec vous, monsieur le sénateur, pour en connaître davantage, et tout ce que vous avez à faire est de communiquer avec Anciens Combattants Canada : ce programme d'urgence très important est là.

[*Français*]

Le vice-président : Merci, monsieur le ministre. Je vous rappelle qu'il y a 3 000 vétérans qui sont sans abri et qui ont besoin d'aide.

[*Traduction*]

La sénatrice Anderson : Ma question concerne l'arriéré; les 10 937 anciens combattants. Savez-vous quand cet arriéré sera abordé? Entretemps, pendant qu'ils attendent du soutien financier ou médical, ces anciens combattants ont-ils de l'appui ou peuvent-ils accéder à des services ou être assurés de quoi que ce soit pendant qu'ils attendent?

M. MacAulay : Merci beaucoup. Oui, nous venons d'annoncer que nous allons investir 140 millions de dollars dans un programme axé sur la santé mentale déjà en place. Si vous y déposez une demande à titre d'ancien combattant, des fonds sont accessibles immédiatement afin qu'il soit possible de traiter la situation immédiatement.

En ce qui concerne l'arriéré, je vous ai donné les chiffres à ce sujet, et je ne veux pas prendre trop de temps. Les faits sont les suivants : l'arriéré s'élevait à 23 000 personnes. Ce chiffre se situe autour de 11 000 maintenant. Nous travaillons dans le but de continuer de le faire baisser, mais il est très important que les sénateurs et les gens partout comprennent bien qu'Anciens Combattants Canada offre d'autres programmes pour faire face aux urgences. Oui nous mettons en place le programme sur le logement — mais non, vous parlez de personnes en situation de handicap, je suis désolé. Oui, nous continuerons de travailler et de nous assurer que tout va rondement. C'est pourquoi nous avons embauché 400 gestionnaires de cas pour nous assurer que nous avons le personnel en place pour gérer la situation.

Il n'est pas possible d'éliminer immédiatement l'arriéré d'une quelconque façon, mais ce qui peut être fait, c'est s'assurer que le personnel est en place, que vous apportez les changements au sein du ministère, et ce, efficacement, et c'est ce que nous faisons et que nous continuerons de faire. Aussi, comme vous le savez, nous embauchons davantage de personnes pour nous assurer de traiter l'arriéré qui s'est créé.

Je ne suis pas en mesure de vous donner une date précise concernant le moment où les choses se produiront parce que, tout d'abord, nous n'avons pas de contrôle sur ce qui arrive sur le bureau d'Anciens Combattants Canada. Parfois, il y a un peu moins de demandes, parfois, le nombre augmente. Nous

Senator M. Deacon: Thank you for your comments. We all know that the two and a half years that have just passed related to the pandemic have had an impact in many ways across all sectors. I am wondering about the disruptions brought in the area of employment.

Does your department have any data about veterans retiring from the service over the course of the pandemic facing additional challenges or special difficulty in obtaining employment? I am wondering if there is any data on that and what supports or measures are taken to assist them.

Mr. MacAulay: Are you talking about veterans that leave the Canadian Armed Forces?

Senator M. Deacon: Yes.

Mr. MacAulay: Yes, there are a number of programs in place. It is vitally important that you know what these programs are. Like the example I mentioned, the education program, but we have many other programs to make sure that —

Senator M. Deacon: Minister, thank you. I recognize there are a number of programs. Specific to this issue related to the pandemic, do you have a sense of the data, of the number of veterans that have really struggled to try to make that transition to employment? You may not have it. I'm just wondering if you do.

Mr. MacAulay: I don't have it. The department might have it but I would turn to Mr. Ledwell. I don't think we would have stats exactly on that.

Mr. Ledwell: Thank you, senator, for the intention on this issue, because it is important and the minister has really underlined that it is significant for our department.

The actual data shows that the percentage of veterans who are unemployed is actually quite low, but that may be an under-reporting in that some may not be coming forward identifying themselves as veterans and identifying themselves as unemployed. We will get more data, I should say, senator, when Statistics Canada releases census data tracking for the first time those who have served in the military. That will be coming out this summer, and we will be paying attention to that data for a number of reasons, including for employment.

There are all sorts of supports that are provided to guide those who have served into appropriate employment so that they are not just employed, but they are employed in an area that is

travaillons très fort, et avons effectué des progrès, mais nous devons en faire davantage.

La sénatrice M. Deacon : Merci de vos commentaires. Nous savons tous que, au cours des deux dernières années et demie, la pandémie a eu une incidence d'une façon ou d'une autre sur tous les secteurs. Je me questionne sur les perturbations dont a été victime le secteur de l'emploi.

Est-ce que votre ministère possède des données au sujet des anciens combattants ayant pris leur retraite au cours de la pandémie qui ont fait face à des défis supplémentaires ou des difficultés particulières au moment d'obtenir un emploi? Je me demande s'il existe des données à ce sujet, et quelles sont les mesures prises pour les aider; ont-ils accès à du soutien?

M. MacAulay : Êtes-vous en train de parler des anciens combattants qui ont quitté les Forces armées canadiennes?

La sénatrice M. Deacon : Oui.

M. MacAulay : Oui, on a mis en place un certain nombre de programmes. Il est extrêmement important que vous connaissiez ces programmes. Comme, par exemple, le programme d'éducation que j'ai mentionné, mais nous avons de nombreux autres programmes pour nous assurer que...

La sénatrice M. Deacon : Monsieur le ministre, merci. Je reconnais qu'il y a un certain nombre de programmes. En ce qui concerne en particulier cette question liée à la pandémie, avez-vous une idée des données, du nombre d'anciens combattants qui ont vraiment eu de la difficulté à faire cette transition vers l'emploi? Vous n'avez peut-être pas les chiffres. Je me demandais si vous les aviez.

M. MacAulay : Je ne connais pas le nombre. Le ministère l'a peut-être, mais je laisserai la parole à M. Ledwell. Je ne pense pas que nous ayons des données exactes à ce sujet.

M. Ledwell : Merci, sénatrice, de l'attention que vous portez à cette question, parce qu'elle est importante, et le ministre a vraiment souligné son importance pour notre ministère.

Les données actuelles montrent que le pourcentage d'anciens combattants au chômage est en fait très faible, mais cela pourrait être une sous-déclaration, dans le sens où certains d'entre eux se présentent peut-être non pas comme des anciens combattants, mais comme des personnes au chômage. Je dirais que nous aurons plus de données, madame la sénatrice, quand Statistique Canada publiera des données de recensement permettant, pour la première fois, d'assurer le suivi des personnes ayant servi dans l'armée. Elles seront publiées cet été, et nous prêterons attention à ces données pour un certain nombre de raisons, y compris l'emploi.

Il y a toutes sortes de soutiens qui sont fournis pour orienter ceux qui ont servi dans un emploi approprié, de sorte qu'ils ne soient pas simplement employés, mais qu'ils le soient dans un

actually worthwhile to them, is related to their service and to their experience, their skills and their talent. We do a lot of that as well. We recently, for example, had a job fair where we had 45 employers across the country and over 1,000 veterans who engaged in that. So there is interest. We are seeking to track that and we will continue to track that.

Senator M. Deacon: That's wonderful. Thank you.

Mr. MacAulay: Chair, I would like to indicate that the veterans employment strategy was indicated in my mandate letter and that's something that we are certainly focused on. Because we all understand businesses have a need for employees and veterans need a place to work when they come out of the armed forces. That's what we're working on, to make sure that these programs coincide. That's why veterans' organizations are so important. You'll be talking to veterans' organizations. That's the information we need in order to make sure we have the proper processes and programs in place in order to make sure that these veterans land in the spot where they want to be and where they are vitally needed. Thank you.

Senator Yussuff: Minister, let me come back to the Juno Beach Centre. Obviously, we're hoping your meeting will lead to a resolution. Can the department keep our committee abreast of the developments if a resolution is reached? Of course, you could do that by simply corresponding through our chair who will share that information with us on the committee. I would appreciate that very much, to know that we are staying on top of this and hopefully we will get a resolution.

I do have another question, obviously, in response to your earlier comments regarding veteran homelessness. You do indicate that a number of veterans obviously prefer the rent subsidy. Can you indicate to us how many veterans are currently accessing the rent subsidy from the department?

Mr. MacAulay: Well, the department might have that figure but it is a program that is in place. It is a program that has been sought by veterans' organizations, the people we consulted with. Homes are important, but it seemed to be that the rent subsidy program was the most vital part of the request from veterans' groups.

I don't know if the department would have those figures or not, but I will turn it over to the deputy. I doubt if we have the figures.

domaine qui présente un réel intérêt pour eux, qui est lié à leur service et à leur expérience, à leurs compétences et à leur talent. Nous faisons beaucoup de choses dans ce sens également. Nous avons organisé un salon de l'emploi où nous avons 45 employeurs dans tout le pays, et plus de 1 000 anciens combattants qui y ont participé. Il y a donc un intérêt. Nous cherchons à assurer le suivi de la situation, et nous continuerons de le faire.

La sénatrice M. Deacon : C'est merveilleux. Merci.

M. MacAulay : Monsieur le président, j'aimerais souligner que la stratégie d'emploi pour les anciens combattants était mentionnée dans ma lettre de mandat, et c'est une chose sur laquelle nous nous concentrons, car nous savons tous que les entreprises ont besoin d'employés, et que les anciens combattants ont besoin d'un endroit où travailler lorsqu'ils quittent les forces armées. C'est sur cette question que nous travaillons, afin de nous assurer que ces programmes concordent. C'est pour cela que les organisations d'anciens combattants sont si importantes. Vous parlerez aux organisations d'anciens combattants. C'est l'information dont nous avons besoin pour être certains que nous avons mis en place les processus et les programmes appropriés pour nous assurer que ces anciens combattants se trouvent à l'endroit où ils veulent être et là où ils sont indispensables. Merci.

Le sénateur Yussuff : Monsieur le ministre, permettez-moi de revenir sur le centre Juno Beach. Évidemment, nous espérons que votre rencontre aboutira à un règlement. Le ministère peut-il tenir le comité au courant de l'évolution de la situation, si l'on arrive à une résolution? Bien sûr, vous pourriez le faire simplement par l'intermédiaire de notre président, qui nous communiquera cette information, au comité. J'apprécierais beaucoup de savoir que nous sommes tenus au courant, et nous espérons trouver une solution.

J'ai une autre question, évidemment, en réponse à votre commentaire de tout à l'heure sur les anciens combattants itinérants. Vous avez dit qu'un certain nombre d'anciens combattants préfèrent certainement la subvention pour le loyer. Pourriez-vous nous dire combien d'anciens combattants ont actuellement accès à la subvention pour le loyer du ministère?

M. MacAulay : Le ministère a peut-être ce chiffre, mais c'est un programme qui est en place. Il s'agit d'un programme qui a été demandé par les organisations d'anciens combattants, les personnes que nous avons consultées. Les logements sont importants, mais il semblait que le programme de subvention pour le loyer était la partie la plus importante de la demande des groupes d'anciens combattants.

Je ne sais pas si le ministère aurait ou non ces chiffres, mais je céderai la parole au sous-ministre. Je doute que nous ayons les chiffres.

Mr. Ledwell: We don't have updated figures, senator, but we will get those for you. The intention of the program that will unfold is that rent supplements and subsidies will be a key feature of that in support of the veterans.

To the earlier points, there have been a number of different data points trying to ascertain the number of veterans who are homeless. We don't have a definitive figure. As the minister has indicated, we want to ensure that any veteran who needs support for housing receives that support and that no veteran is homeless. That's the key objective that we hold.

Mr. MacAulay: It is important to note that we also talked about the countries. The U.S. put this program in place, and it reduced it significantly, to approximately 50% on their figures.

It is obvious that the rent supplement program is vitally important, but the housing program is also important. We will work hard to put that together in an appropriate manner. Thank you.

Senator Yussuff: Minister, with regard to the homelessness issue and with the number of resources that have been made available in the current budget, is the department talking with other arms of government? The biggest challenge in an urban environment is actually having land to build housing, especially for veterans who live in major cities.

If the federal government can make land available, it would make it easier to build housing for veterans. I hope there is some collaboration going on with other departments on how to make federal government land available for the building of housing for veterans. Perhaps this is something that the department is thinking about given the number of resources it has allocated in the upcoming budget.

Mr. MacAulay: Thank you very much, senator. Yes, it is vitally important that we work with other departments. Land can sometimes be a big issue.

As you are fully aware, veterans like to live in the communities they are in. They have served us well, and we have to make sure we do what is right for them. Of course, that's what we work to do to make sure these programs are put in place in order to let them live where they would like to live.

M. Ledwell : Nous n'avons pas les chiffres à jour, monsieur le sénateur, mais nous allons vous les transmettre. Le but du programme qui sera mis en place est que les suppléments au loyer et les subventions pour le loyer soient un élément clé pour soutenir les anciens combattants.

En ce qui concerne les précédents points, un certain nombre de points de données différents ont permis d'essayer de déterminer le nombre d'anciens combattants qui sont sans-abri. Nous n'avons pas de chiffre définitif. Comme le ministre l'a dit, nous voulons nous assurer que tous les anciens combattants qui ont besoin de soutien en matière de logement reçoivent ce soutien et qu'aucun ancien combattant ne se retrouve sans-abri. C'est l'objectif principal que nous visons.

M. MacAulay : Il est important de noter que nous avons également parlé des autres pays. Les États-Unis ont mis ce programme en place, et il a permis de réduire l'itinérance de manière importante, à environ 50 %, selon leurs chiffres.

Il est évident que le programme des suppléments au loyer est extrêmement important, mais le programme de logement est également important. Nous travaillerons d'arrache-pied pour mettre tout cela en place de manière appropriée. Merci.

Le sénateur Yussuff : Monsieur le ministre, en ce qui concerne la question de l'itinérance et avec les ressources qui ont été rendues disponibles dans le budget actuel, le ministère est-il en train de parler avec les autres branches du gouvernement? La plus grande difficulté dans un milieu urbain, c'est d'avoir le terrain pour construire les logements, surtout pour les anciens combattants qui vivent dans les grandes villes.

Si le gouvernement fédéral peut rendre des terrains disponibles, cela rendrait plus facile la construction de logements pour les anciens combattants. J'espère qu'il y a une certaine collaboration avec les autres ministères sur la façon de rendre disponibles des terrains du gouvernement fédéral pour la construction de logements pour les anciens combattants. C'est peut-être une chose à laquelle le ministère réfléchit, compte tenu du nombre de ressources qu'il a affectées dans le prochain budget.

M. MacAulay : Merci beaucoup, monsieur le sénateur. Oui, il est extrêmement important que nous travaillions en collaboration avec les autres ministères. Les terrains peuvent parfois poser un grand problème.

Comme vous le savez très bien, les anciens combattants aiment vivre dans les collectivités dans lesquelles ils se trouvent. Ils ont bien servi notre pays, et nous devons nous assurer que nous faisons ce qui est bon pour eux. Bien sûr, c'est ce que nous faisons pour nous assurer que ces programmes sont mis en place afin de leur permettre de vivre là où ils le souhaitent.

There are many programs such as the tiny houses in Calgary. I visited that, and it was heartwarming to see, senator. I'm not sure of the number, but there are 15 or so. There were people who just moved in, and there was a couple who were leaving the tiny home and going into their own home.

That's what you call progress. That's the private sector working with government and other sectors of the business community in order to make sure that the veterans have what they need. That was heartwarming.

That's a success story. It is not resolved, but these people were down and out and had great difficulty, and they were moving into their own home, with a job. That's what we want to see. We will work the best way we know to make sure that continues to happen.

[*Translation*]

The Deputy Chair: Minister, I have a few questions for you before I turn the floor over to my colleagues.

Last week we had the Chief of Psychiatry, Dr. Heber, and I asked her two questions. I asked her if she was aware that there are hundreds of veterans who have been in the military in theatres of operation — whether it's Europe, the Middle East, or even Afghanistan — who need psychiatric or psychological support. I asked her how long veterans have to wait for services of this nature, and she had no answer. I also asked her if Veterans Affairs Canada rates the level of satisfaction with the services that are provided to veterans. Again, she didn't have an answer for us, which is quite surprising.

Is there any data on the time it takes for people suffering from post-traumatic shock to receive services?

Are there regular evaluations that are done with veterans on their satisfaction with the services provided by the department?

[*English*]

Mr. MacAulay: I can assure you that there are evaluations, senator. As you know, with this program for mental health, they immediately started receiving funds.

I will turn it over to the department if they have any statistics on that. I don't know.

Il y a de nombreux programmes comme les mini-maisons à Calgary. J'en ai visité, et c'était réconfortant de les voir, monsieur le sénateur. Je ne suis pas certain du nombre, mais il y en a une quinzaine. Il y avait des gens qui venaient d'emménager, et un couple qui quittait la mini-maison pour aller dans sa propre maison.

C'est ce que l'on appelle le progrès. Le secteur privé travaille en collaboration avec le gouvernement et d'autres secteurs du milieu des affaires pour s'assurer que les anciens combattants ont ce dont ils ont besoin. Cela m'a fait chaud au cœur.

C'est un exemple de réussite. Le problème n'est pas résolu, mais ces personnes étaient dans la rue et avaient de grandes difficultés, et elles s'installaient dans leur propre maison, en ayant un emploi. C'est ce que nous voulons voir. Nous travaillerons de la meilleure façon que nous connaissons pour nous assurer que cela se poursuit.

[*Français*]

Le vice-président : Monsieur le ministre, j'ai quelques questions à vous poser avant de passer la parole à mes collègues.

La semaine dernière, nous avons reçu la psychiatre en chef, la Dre Heber, et je lui ai posé deux questions. Je lui ai d'abord demandé si elle savait qu'il y a des centaines d'anciens combattants qui ont été militaires sur des théâtres d'opérations — que l'on pense à l'Europe, au Moyen-Orient ou même à l'Afghanistan — et qui ont besoin d'un soutien psychiatrique ou psychologique. Je lui ai demandé combien de temps doivent attendre les anciens combattants avant d'obtenir des services de cette nature, et elle n'avait pas de réponse. Je lui ai également demandé si Anciens Combattants Canada évaluait le degré de satisfaction par rapport à la prestation de services qui sont offerts aux anciens combattants. Encore là, elle n'avait pas de réponse à nous donner, ce qui est assez surprenant.

Y a-t-il des données sur le délai avant la réception de services pour les gens qui souffrent de choc post-traumatique?

Y a-t-il des évaluations régulières qui se font auprès des anciens combattants sur la satisfaction qu'ils éprouvent par rapport aux services offerts par le ministère?

[*Traduction*]

M. MacAulay : Je peux vous assurer qu'il y a des évaluations, monsieur le sénateur. Comme vous le savez, grâce à ce programme en santé mentale, ils ont tout de suite commencé à recevoir des fonds.

Je céderai la parole aux représentants du ministère, s'ils ont des données sur cette question. Je ne sais pas.

[Translation]

Steven Harris, Assistant Deputy Minister, Service Delivery Branch, Veterans Affairs Canada: Thank you for the question, senator.

I can assure you, Mr. Chair, that we have just introduced a new mental health program that, as the minister mentioned, allows people to access the mental health process immediately when they apply for a disability with our department. As of April 1, veterans who apply to us with a mental health problem can access treatment immediately. This can be medication or meetings with psychiatrists or other specialists. In addition, there is a system of clinics across the country, including 11 clinics with satellites, that provide mental health treatment services. People can go there, and the services are dedicated to veterans and RCMP veterans so they can get mental health support.

The Deputy Chair: If you have any data on veteran satisfaction, can you send it to the committee?

Mr. Harris: Certainly. We do a client survey every two years or so, and we can give you the results that we have.

The Deputy Chair: Minister, in 2015, your government said that no more money would be allowed to sit in drawers. In 2018, a motion supported by Parliament ensured that money that was not spent could be kept for the following year.

In the 2021 public accounts, we see \$634 million that was not spent in Veterans Affairs. When we look at all these important issues in terms of backlogs, very long delays and homelessness, how can we end up not spending \$634 million? Is this money not well managed, basically?

[English]

Mr. MacAulay: Thank you very much, senator. I think you are fully aware that the money that you are speaking of is for benefits. We have to make sure that the money is always there for benefits, and it always is. There is no money left unspent. The money is put back in the program in the next year to make sure that the veterans have the dollars for the services that they need and are approved for.

[Français]

Steven Harris, sous-ministre adjoint, Prestation des services, Anciens Combattants Canada : Merci de la question, monsieur le sénateur.

Je peux vous assurer, monsieur le président, qu'on vient tout juste d'instaurer un nouveau programme en santé mentale grâce auquel, comme le ministre l'a mentionné, les gens ont accès immédiatement au processus de traitement des problèmes de santé mentale dès qu'ils déposent une demande d'invalidité auprès de notre ministère. Depuis le 1^{er} avril, les anciens combattants qui nous font une demande liée à un problème de santé mentale peuvent avoir accès aux traitements immédiatement. Cela peut être des médicaments ou des rencontres avec des psychiatres ou d'autres spécialistes. De plus, il existe un système de cliniques partout au pays, dont 11 cliniques avec des satellites inclus, qui offrent des services de traitement en santé mentale. Les gens peuvent s'y rendre et les services sont consacrés aux anciens combattants et aux vétérans de la GRC afin qu'ils puissent obtenir de l'aide en matière de santé mentale.

Le vice-président : Si vous avez des données relatives à la satisfaction des vétérans, pouvez-vous les faire parvenir au comité?

M. Harris : Certainement. Nous menons un sondage auprès des clients tous les deux ans environ, et on peut vous donner les résultats que nous avons obtenus.

Le vice-président : Monsieur le ministre, en 2015, votre gouvernement a dit qu'on ne laisserait plus de sommes d'argent dormir dans les tiroirs. En 2018, une motion appuyée par le Parlement a fait en sorte que les sommes qui n'avaient pas été dépensées pouvaient être conservées pour l'année suivante.

Dans les comptes publics de 2021, on voit une somme de 634 millions de dollars qui n'a pas été dépensée au ministère des Anciens Combattants. Lorsqu'on examine tous ces enjeux importants sur le plan des dossiers non traités, des très longs délais et de l'itinérance, comment peut-on en arriver à ne pas dépenser 634 millions de dollars? Cet argent n'est pas bien géré, dans le fond?

[Traduction]

M. MacAulay : Merci beaucoup, monsieur le sénateur. Je pense que vous savez très bien que l'argent dont vous parlez est destiné aux prestations. Nous devons nous assurer que cet argent est toujours disponible pour les prestations, et il l'est toujours. Il n'y a pas d'argent non dépensé. L'argent est réinjecté dans le programme l'année suivante afin de garantir que les anciens combattants disposent des fonds nécessaires pour les services dont ils ont besoin et pour lesquels ils ont été approuvés.

We have had investments of over \$340 million that has allowed hundreds of new staff come to Veterans Affairs Canada. We have a lot of new programs in place. In fact, senator, you are aware that in our term as government, we have invested over \$11 billion in Veterans Affairs Canada. It is much needed, I will add, but the fact is that there is no money that goes unused. You always have to have a working capital base to make sure that you have the dollars in place to pay for the veterans' programs. We have, and governments always have and will continue to have.

Senator Yussuff: Minister, as you know, there is an important program that building trades unions have set up called Helmets to Hardhats to try to bridge veterans leaving the Canadian Armed Forces and transitioning them back into the private sector and to make sure they have jobs in the building trades. This has been a very important program. There was some seed money initially in order to help set up and coordinate the efforts of the building trades in that effort.

Is the department still collaborating with that program, and more important, does the department offer any support to the folks in the building trades that continue to run that program? Because I see it is of great benefit to veterans who are coming back who want to work in the private sector but also in the construction sector.

As you know, right now, there is a tremendous worker shortage that can't be met because we don't have enough workers in the sector. Many of the veterans coming back have the skills to move right into those sectors. Is there anything you can offer in regard to how the department has been working with the Helmets to Hardhats program?

Mr. MacAulay: Senator, I'm not surprised at your questions, and I appreciate your questions.

Of course, we have many programs, but it is pretty unique. I have dealt with Helmets to Hardhats since I became Minister of Veterans Affairs. I have a great appreciation for them and know them very well. In fact, tomorrow night I am a guest speaker at their dinner in Toronto, and I think there will be 750 people there. You couldn't have asked the question in a more timely manner.

Are they important? Yes. Do we support them? Yes. What do they do? I don't have to tell you what they do. They line up people for the occupations that you are so interested in, and I can tell you they do a great job of that. But they are not the only organization that works to help veterans. Helmets to Hardhats

Nous avons fait des investissements de plus de 340 millions de dollars qui ont permis à des centaines de nouveaux employés de travailler à Anciens Combattants Canada. Nous avons mis en place de nombreux nouveaux programmes. En fait, monsieur le sénateur, vous savez que, dans notre mandat en tant que gouvernement, nous avons investi plus de 11 milliards de dollars dans Anciens Combattants Canada. J'ajouterais que c'est vraiment nécessaire, mais le fait est qu'il n'y a pas d'argent qui ne soit pas utilisé. On doit toujours avoir un fonds de roulement afin que l'argent soit disponible pour payer les programmes des anciens combattants. Nous l'avons, et les gouvernements l'ont toujours et continueront de l'avoir.

Le sénateur Yussuff : Monsieur le ministre, comme vous le savez, les syndicats des métiers de la construction ont mis sur pied un programme important appelé Du régiment aux bâtiments pour tenter d'assurer la transition des anciens combattants qui ont quitté les Forces armées canadiennes, les réintégrer dans le secteur privé et veiller à ce qu'ils aient un emploi dans les métiers du bâtiment. C'était un programme très important. Il y a eu des fonds d'amorçage au départ pour aider à mettre en place et à coordonner les efforts des métiers du bâtiment dans ce dossier.

Le ministère collabore-t-il toujours au chapitre de ce programme, et fait plus important encore, le ministère offre-t-il un soutien aux gens dans les métiers du bâtiment qui continuent de gérer ce programme? Parce que je considère que c'est un grand avantage pour les anciens combattants qui reviennent et qui veulent travailler dans le secteur privé, mais aussi dans le secteur de la construction.

Comme vous le savez, en ce moment, il y a une importante pénurie de main-d'œuvre qu'on ne peut pas combler, car il n'y a pas assez de travailleurs dans le secteur. Bon nombre d'anciens combattants qui reviennent ont les compétences nécessaires pour intégrer directement ces secteurs. Pouvez-vous nous dire quelque chose sur la façon dont le ministère travaillait dans le cadre du programme Du régiment aux bâtiments?

M. MacAulay : Monsieur le sénateur, je ne suis pas surpris de vos questions, et je les comprends.

Bien sûr, nous avons de nombreux programmes, mais ils sont assez particuliers. J'ai eu affaire aux responsables du programme Du régiment aux bâtiments depuis que je suis devenu ministre d'Anciens Combattants. Je les apprécie beaucoup et je les connais très bien. En fait, demain soir, je serai conférencier invité à leur dîner à Toronto, et je pense qu'il y aura 750 personnes. Vous n'auriez pu poser la question à un meilleur moment.

Sont-ils importants? Oui. Est-ce que nous les soutenons? Oui. Que font-ils? Je n'ai pas à vous le dire. Ils sélectionnent les gens pour les emplois qui les intéressent, et je peux vous dire qu'ils font un excellent travail. Mais ce ne sont pas les seules organisations qui travaillent pour aider les anciens combattants.

works to place people in the construction industry, and they've done a great job of that. We will continue to support them in their efforts. It's kind of unique that I will be with them tomorrow night, but I see them quite often, talk to them, know them and appreciate what they do. They are not the only ones, by any means, but it is organizations like this one that help us so much with veterans who are returning from military service.

Thank you so much for the question.

[Translation]

The Deputy Chair: Since my colleagues have no further questions, I would like to come back to the \$634 million that has not been spent. I am trying to understand why the funds were not allocated in the form of services or benefits. How is it that your department has not been able to spend this money, given the issues that have been going on for years? I'm trying to understand.

[English]

Mr. MacAulay: Thank you very much, senator. I certainly appreciate your question. I think I have answered it before, but the fact is we always have to have enough money in place to make sure the funding is right at hand for all the programs that veterans are approved for. I would say no government ever in the last 50 years hasn't returned dollars back or put it in place for next year's funding.

That's exactly how it has worked and will continue to work, because we have to be sure that we have the money there to pay for the benefits that the veterans so much deserve. Of course, we have to make sure that we deal with the backlog and make sure that the veterans who are not receiving the funding do that, too. But we have an annual budget of over \$2 billion, and it is just so important that we have this funding in place, and that is exactly the answer to that question.

I thank you.

[Translation]

The Deputy Chair: Thank you very much, minister.

That concludes our meeting today. First of all, I would like to thank you, gentlemen. We very much appreciated your availability and the answers you provided.

Ladies and gentlemen, the next meeting will take place on Wednesday, May 11, at the usual time. Citizens are welcome to attend next week's meeting. We wish you all a very good week. Thank you very much.

Du régiment aux bâtiments travaille pour trouver des emplois aux gens dans l'industrie de la construction, et ils ont fait un excellent travail à cet égard. Nous continuerons de les soutenir dans leurs efforts. C'est un peu particulier que je sois avec eux demain soir, mais je les vois assez souvent, je leur parle, je les connais et j'apprécie leur travail. Ce ne sont aucunement les seules organisations, mais ce sont des organisations comme celle-ci qui nous aident énormément avec les anciens combattants qui reviennent de leur service militaire.

Merci beaucoup de la question.

[Français]

Le vice-président : Puisque mes collègues n'ont pas d'autres questions, j'aimerais revenir sur la somme de 634 millions de dollars qui n'a pas été dépensée. J'essaie de comprendre pourquoi les fonds n'ont pas été attribués sous forme de services ou de prestations. Comment se fait-il que votre ministère n'ait pas réussi à dépenser cette somme, puisque l'on connaît les enjeux qui perdurent depuis des années? J'essaie de comprendre.

[Traduction]

M. MacAulay : Merci beaucoup, monsieur le sénateur. Je comprends votre question. Je pense y avoir répondu tout à l'heure, mais le fait est que nous devons toujours avoir assez d'argent en place pour nous assurer que le financement est disponible pour tous les programmes pour lesquels les anciens combattants ont été approuvés. Je dirais qu'il n'y a jamais eu de gouvernement, au cours des 50 dernières années, qui n'ait pas réinjecté de l'argent ou qui n'ait pas mis en place un financement pour l'année suivante.

C'est exactement comme cela que ça a fonctionné et que ça continuera de fonctionner, mais nous devons être certains que nous avons l'argent nécessaire pour verser les prestations que les anciens combattants méritent tant. Bien sûr, nous devons nous assurer que nous traitons l'arriéré et que les anciens combattants qui ne reçoivent pas le financement le reçoivent également. Mais nous avons un budget annuel de plus de 2 milliards de dollars, et il est très important que nous ayons ce financement en place, et c'est exactement la réponse à cette question.

Merci.

[Français]

Le vice-président : Merci beaucoup, monsieur le ministre.

Cela met fin à notre réunion aujourd'hui. Je tiens d'abord à vous remercier, messieurs. Nous avons beaucoup apprécié votre disponibilité et les réponses que vous avez fournies.

Chers collègues, la prochaine réunion aura lieu le mercredi 11 mai, à l'heure habituelle. Les citoyens et citoyennes sont les bienvenus à la réunion de la semaine prochaine. Nous vous souhaitons à tous une très bonne semaine. Merci beaucoup.

(The meeting is adjourned.)

(La séance est levée.)
